

La Parole du château

Je me dois tout d'abord de présenter mes excuses les plus repentantes à la corporation des gens de maison pour oser comparer, dans les lignes qui suivent, le personnel politique de la République dite Française à la servitude domestique. C'est évidemment faire injure aux vrais domestiques de service car ceux-ci savent, eux, rester à leur place. Mais les domestiques, est-ce que cela existe encore, maintenant que ceux qui ont trahi la domesticité occupent les sièges luxueux du Palais Bourbon et du palais du Luxembourg, ou les somptueux et innombrables hôtels particuliers administratifs de la République hérités de l'Ancien Régime tant honni ? Peut-être ont-ils trouvé une nouvelle domesticité plus rémunératrice, qui consiste à servir le Veau d'Or. Le mot domestique ayant été banni du langage courant, on parle aujourd'hui de techniciennes d'intérieurs ou de surface, d'aides ménagères, d'auxiliaires familiales, je ne sais quoi encore ; peut-être les égalitaristes et autres niveleurs professionnels viendront-ils nous dire la novlangue correcte qu'il convient d'user à l'égard des gens de maison. Fini les valets, les laquais, les majordomes, les bonnes, les chambrières, les soubrettes, les palefreniers — que de noms pittoresques évoquant une ère révolue riche en indiscretions d'alcôves et autres potins d'arrière-cuisines —, qui disparaissent au vent de l'histoire comme les feuilles d'or ornant les lambris des palais princiers de jadis. Ils ne peuvent à la fois gouverner la France et être à l'office. Au moins, jadis, on savait à qui on avait à faire et à quoi s'en tenir : chacun était à sa place.

De même, quand je parle d'obéissance ci-dessous, je m'adresse à des gens relevant de la puissance publique tenus à l'obligation contractuelle, obligation qu'accompagne le devoir de réserve. Quand je dis « nés pour obéir », je veux dire qu'ils ont fait ce choix. Ils se sont mis sous la protection de l'État, donc ils acceptent les conditions minimales de servitude qu'impose — que devrait imposer — leur statut de fonctionnaires ou d'élus. La notion d'obéissance n'a pas la même signification dans le privé que dans le public. Dans le privé, les hiérarchies naturelles s'établissent selon des rapports de compétence orientés vers la recherche de l'efficacité maximale où entrent en compte l'expérience et l'exercice des responsabilités. On n'obéit pas dans le privé, on est d'accord ou pas, on veut ou on ne veut pas, on peut ou on ne peut pas, et on en tire les conclusions. Dans le public, on est tenu à ses obligations statutaires, dont l'obéissance et l'obligation de réserve ; plus on monte haut dans la hiérarchie, plus ces obligations s'imposent. C'est vrai pour les hauts fonctionnaires comme pour les politiques ; c'est vrai aussi pour tous ceux qui, exerçant des activités protégées, sont redevables de l'État, de la puissance publique (émanation de la souveraineté populaire, la seule légitime), soit par le biais des subventions, soit par l'argent public (c'est-à-dire de l'argent privé devenu public par délégation).

Or tout se passe comme s'ils étaient déliés de ces contraintes obligatoires et impératives ; les élus se comportent comme des potentats locaux ou nationaux ; les fonctionnaires, rompant toutes les disciplines, se comportent comme s'ils n'avaient de comptes à rendre à personne ; de plus, bafouant l'obligation de réserve, ils pérorent comme s'ils étaient les seuls habilités à s'exprimer publiquement, même et surtout quand on ne les y invite pas...

Ces préliminaires posés, entrons dans le vif du sujet.

Quand on affirme — comme le prétendent nos politiciens et nos intellectuels — que la Révolution française a fait passer notre société de l'ombre à la lumière, et même aux Lumières, avec l'avènement de la République, il faut nous montrer ce qu'il en a été dans les faits. Il faut nous en apporter la preuve. Il s'est passé plus de deux siècles depuis le Grand Soir. Oui, la République est une belle avancée du progrès social et humain pour les profiteurs du système, pour ceux qui se gobergent, que dis-je, qui se goinfrent sur le dos de la bête à la santé du contribuable, au nom sacré des droits de l'homme en général et de leurs droits acquis particuliers. Oui, la République est une belle conquête de la civilisation comme elle l'était pour la multitude des nomenclaturistes du régime soviétique. Le peuple pouvait bien crever la gueule ouverte, il se devait d'être le fer de lance d'un régime d'Avant-garde et de Progrès, où le communisme apparaissait comme « la condition du libre développement de chacun par le libre développement de tous » (Karl Marx ou l'art d'enfiler des phrases pour ne rien dire).

Les républicains français ne font pas crever le peuple, pas encore, pas tout à fait, mais un peu plus fins que les communistes avec leur bêtise criminelle de mal dégrossis (ils ne sont pas les seuls), peut-être un peu moins sanglants que leurs ancêtres jacobins de 1793, ils ont compris qu'il ne fallait pas tuer la poule aux œufs d'or, c'est-à-dire massacrer le peuple, exterminer ses propres compatriotes, les engoulaguer, les affamer... Il fallait au contraire les faire travailler au progrès en leur faisant croire qu'ils œuvrent tous les jours pour plus de bonheur et de progrès ; et, à la sortie, les taxer au maximum, les pressurer, leur faire rendre le maximum de jus, mais avec le sourire, dans la joie et la bonne humeur de la fraternité universelle et des droits de l'homme déifié.

On a essayé de nous faire avaler que le capitalisme c'était l'exploitation de l'homme par l'homme (il convient plus exactement de parler de libéralisme, non de capitalisme) ; en réalité, c'est bien l'État et son système d'intermédiation, comprenons la nomenklatura du système, qui exploitent l'homme, le citoyen français, la bonne poire, la vache à lait, le cochon de payant, l'éternel cocu de la République. C'est bien le système, c'est-à-dire l'innombrable cohorte des sangsues de l'État républicain qui sont les vrais exploiters, ceux qui sucent le sang et la moelle du contribuable français ; autrement dit le sang et la moelle de nos compatriotes les plus actifs.

Qu'on le veuille ou non, la République est de gauche, essentiellement, fondamentalement de gauche ; elle l'est depuis son origine révolutionnaire. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de droite dans le système républicain français, dans la mesure où est défini de droite tout individu responsable de lui-même, de sa propre existence, indépendamment de la puissance publique qui n'est là virtuellement que pour le servir. La plupart des élus de la République ne sont que des fonctionnaires, hauts et subalternes ; les quelques prétendus représentants d'une quelconque mouvance, si elle existe, se réclamant plus ou moins vaguement d'une esquisse de la responsabilité individuelle, font figure d'ennemis du système (populistes) et de l'énorme masse de ceux qui défendent leur pré carré ; le système a besoin de se trouver des ennemis autorisés pour se justifier, et ameuter contre ceux qui le menacent.

Depuis plus de deux siècles, les intellectuels pensionnés de l'État français et les politiciens abusent leurs concitoyens en essayant de leur faire croire que le régime républicain est tout entier dévoué à leur bonheur, que ce bonheur paradisiaque — que Dieu lui-même n'oserait leur promettre — leur est servi chaque matin à l'heure du petit-déjeuner par une accorte Marianne, croissants chauds, café fumant et journal du jour : ils n'ont plus qu'à y croire.

La réalité, donc la vérité, est que la République est un dispositif maléfique, diabolique, satanique, dont le but est de dessaisir le citoyen de sa liberté individuelle, de sa réelle responsabilité d'homme libre, et de l'aliéner collectivement à l'autorité de l'État. La conséquence en est de déshumaniser l'homme, donc de le priver de tous caractères identitaires pour en faire un être collectif indistinct et sans individualité ; plus il est dépendant de l'État, plus son aliénation lui est dictée comme la condition de sa liberté, et plus il doit s'en trouver heureux. Une fausse liberté évidemment, un leurre, une chimère entretenue par le mythe du progrès social et matériel qui cache mal le prix à payer en termes de régression humaine et d'aliénation sociale. Aujourd'hui est mieux qu'hier, demain sera mieux qu'aujourd'hui. Toujours regarder en avant, jamais en arrière. Soyons progressistes et « du passé faisons table rase ». On connaît l'antienne.

Depuis 1989, nos politiciens républicains se comportent comme des frustrés du régime communiste ; l'effondrement du bloc soviétique a sonné le glas de leurs illusions vaporeuses et de leurs utopies sanglantes ; ils l'ont vécu comme un drame... Lors de la chute, que dis-je, l'écroulement du Mur de Berlin à la date précitée, symbole du Goulag soviétique et des prisons communistes, s'ils se sont associés à la joie libératoire commune pour ne pas se faire remarquer, on voyait bien qu'ils faisaient semblant ; les sourires étaient forcés et les commentaires retenus, comme nuancés de lourds regrets. Ils ne s'en sont jamais remis. Ils tentent de réhabiliter le communisme par État interposé, sous les couleurs chatoyantes du libéralisme consumériste le plus racoleur, un néo-communisme qui prend aujourd'hui la forme et les couleurs du Nouvel Ordre Mondial.

La République, aurait pu être une réussite dès son origine. Elle ne le fut jamais. Elle ne pouvait l'être parce qu'elle n'était pas l'émanation d'un peuple, mais l'expression d'une utopie féroce, d'un débordage collectif contre l'Ancien Régime, chargé de toutes les haines recuites

qui font l'existence aigrie des médiocres, petites vengeances mesquines et autres jalousies perfides accumulées tout au fond de l'âme noire et rancie d'individus peu reluisants, surtout mal-faisants, qui faisaient des innocents la cause de leur impuissance à être, à exister. Loin de canaliser ces pulsions dévastatrices, les gens qui se justifiaient de la représentation nationale, les élus de la République, exciteront le peuple, encourageront les pires monstruosité, les pires déviations, laisseront les plus abominables dépravations prendre le dessus au nom de la liberté de jouir (sans entraves !) — de préférence aux frais du contribuable ; ils solliciteront les bas instincts de la masse aveugle et ignare, et l'exploiteront pour la mettre à leur service tout en habillant ses méfaits de l'habituelle phraséologie progressiste.

Cela nous donnera la Révolution française, champ de douleur, de meurtres, de ruines, d'abominations... Ce qu'on appelle sans doute la vocation « messianique » de la Révolution. Ce fut sur ce charnier et dans un délire de mort et de haine que naquit la République française ornée de la fameuse trinité « Liberté, Égalité, Fraternité ». C'était plutôt mal parti. La République puisait sa sève montante dans le sang dégoulinant de ceux qu'elle était censée représenter : les Français qu'ils massacraient allègrement. Tragique présage. On ne pouvait y croire. Un peu plus de deux siècles plus tard, c'est toujours mal parti et l'on n'y croit toujours pas ; pas plus qu'on ne peut croire à la vocation messianique de la Révolution et à son « universalité », ni à celle de sa fille bâtarde, la République.

*

Qui sont-ils, ces républicains, ces politiciens élus qui prétendent représenter le peuple, le guider vers la Lumière, la Raison, la Justice, la Liberté ? D'où viennent-ils, qu'est-ce qui les autorise à parler au nom de certains et pas d'autres, à se croire les représentants de ceux-ci contre ceux-là ? Qui me représente ? Suis-je vraiment représenté ? Et que signifie être représenté ? Quelle personne est plus habilitée à parler en mon nom que telle autre ? Le vote ? Vaste question. Qu'est-ce qui légitimait le pouvoir dans les temps anciens ? La force. La loi du « plus fort » sous-entend une convergence d'aptitudes qui ne se limite pas à la seule force physique, ni à la violence. Le plus fort ne représentait personne, sauf lui-même, sa dynastie, son dynamisme. La guerre tranchait. Le vainqueur éliminait ses ennemis, ses adversaires, ses concurrents. Il s'imposait. Une société d'homme. Le peuple reconnaissait son autorité de fait. Le fait créait le droit. Le droit légitimait l'ordre dynastique. L'Église y introduira la notion de devoir en y mettant ce qu'il faut d'onction et de sollicitude chrétienne, ce qui atténuait les pires exactions ou les empêchait et rendait la vie supportable. Ainsi a vécu notre peuple, le peuple français, vaille que vaille, durant des siècles ; ainsi se sont succédé les monarchies jusqu'au « Siècle des Lumières ». Rien à voir donc avec la « représentation » républicaine pourrie par les idéologies et la confusion des intérêts personnels multiples qui se télescopent avec l'intérêt général, au détriment du bien commun.

*

Pour expliquer d'où proviennent socialement ces fameux Républicains, comment ils se sont révélés, comment ils se sont imposés, j'ai l'habitude d'utiliser la parabole du château. Ce n'est pas le peuple français qui a fait la Révolution française, ce sont les domestiques. (ouvrons la parenthèse et apportons cette précision : le peuple français n'a rien à voir, absolument rien, avec la Révolution ; c'est la bourgeoisie qui a tout à voir, principalement, la bourgeoisie de robe, la bourgeoisie affairiste montante et l'aristocratie descendante, fermons la parenthèse). Les domestiques se sont donc emparés du château au nom du village ; une fois maîtres des lieux, ils ont excité la populace, puis se sont retournés contre le village pour le mettre en coupe réglée et le réduire au silence. Que les politiciens républicains aient des mœurs de domestiques s'essayant à singer les maîtres après avoir usurpé leur place et leurs pompes, n'est point pour surprendre. L'envie, la jalousie, la rancœur, constituent leur viatique quotidien qu'ils enveloppent du nom d'égalité et de justice sociale. Ils se veulent des maîtres, ils n'en sont que le contrepoint caricatural.

Bien que n'étant pas dépourvus d'intelligence, il leur manque ces qualités d'hommes qui font les maîtres accomplis : l'imagination, le courage, la volonté, l'esprit de décision, la maîtrise de soi, la magnanimité, le sens de l'honneur. Ils ont des mentalités d'esclaves affranchis. Nés pour obéir. Écoutez leurs discours : ils le crient, ils le hurlent. Ils ne seront jamais de la race des

seigneurs ; ils sont tout juste des larbins bons à larbiner, de cette engeance subalterne qui exècre les maîtres mais ne rêve que de prendre leurs places, et de s'octroyer leurs privilèges de situation.

Dans les temps jadis, les maîtres avaient la haute main sur le peuple du travail et sur le peuple de la servitude ; les terriers et les charriers de l'Ancien Régime témoignent des relations contractuelles qui les engageaient mutuellement. Tout se passe aujourd'hui comme si le peuple de la servitude avait évincé les maîtres pour prendre leur place et asservir le peuple du travail. Pour autant, les domestiques ne sont pas des maîtres, ni des chefs, des patrons, encore moins des seigneurs. Ils se contentent de faire les gentils, les tolérants, les modérés, pour essayer de ne point paraître ce qu'ils ne voudraient pas mais sont réellement : des usurpateurs, des voleurs, des imposteurs.

Le régisseur du château a abusé de la confiance de ses maîtres et en a profité pour retourner la valetaille contre eux. Les domestiques se sont alliés avec les gens les moins recommandables du village. Ils ont trompé la population du village, c'est-à-dire le peuple. Ils ne peuvent prétendre le représenter. **La République est l'union de la bourgeoisie ancillaire et de la bourgeoisie décadente alliées à la tourbe des bas quartiers ou des bas-fonds de la société.** La bourgeoisie décadente, c'est celle qui se commet avec la domesticité la plus pernicieuse. Pour donner un semblant de légitimité à leur forfait, ils ont chassé le chapelain du château ; au nom de la laïcité, ils ont sollicité le précepteur pour se justifier moralement ; celui-ci a cautionné le forfait en le plaçant sous les auspices des immortels principes : Liberté, Égalité, Fraternité. Devise qu'il faut interpréter ainsi :

— **Liberté** inhibitrice et dégénérative tendant à déposséder l'individu de sa capacité d'autonomie (réflexion, exercice de l'imagination, sens de l'initiative responsable), afin de le soumettre à l'oppression totalitaire.

— **Égalité** niveleuse, castratrice, confusionnelle, déresponsabilisante, injuste (égalitarisme) de nature fabriquer des êtres aveulés, asservis, en un mot des esclaves.

— **Fraternité** des mauvais garçons fondée à la fois sur la complicité, la connivence, la corruption, la calomnie.

La monarchie, ce sont les maîtres du château et la domesticité. La République, c'est la domesticité qui a tué les maîtres du château pour s'emparer de leur place. La fonction publique est l'émanation de cette domesticité hypertrophiée dont se nourrit l'État républicain. Il appartient aujourd'hui au village de se lever, puis dans un vaste mouvement de révolte, de renvoyer les domestiques à l'office ou dans les écuries et les dépendances du château d'où ils n'auraient jamais dû sortir.

*

Il est difficile de comprendre comment des gens peuvent se faire à ce point les ennemis de leur propre pays, de leur propre peuple, pour tout dire du genre humain, tout en prétendant se réclamer de lui — d'où leur tendance à se prendre pour des humanistes, alors que dans leur bouche, le mot « humaniste » sonne comme une inversion sémantique signifiant qu'ils sont d'authentiques communistes. Comment peuvent-ils en arriver à ne plus respecter l'essence même de cette patrie qui les a vus naître, leur a donné une lignée, et en a fait des héritiers riches, même par défaut, d'un pays riche de son histoire et de sa civilisation ? Comment peuvent-ils en arriver à se renier au point de ne pas voir tout ce que la France leur a légué, tout ce qu'ils doivent au seul fait d'être nés Français, au fait d'appartenir à une communauté humaine ancestrale qui a illuminé le monde de sa gloire et de son génie par-delà les siècles ? Comment peuvent-ils à ce point être dépourvus d'amour propre et de fierté pour ce pays qui leur a spirituellement apporté plus qu'ils n'obtiendront jamais par eux-mêmes ? On le comprend d'autant moins que la plupart de ces prétendus « représentants du peuple » ne sont que des fonctionnaires carriéristes ; lesquels, grâce à des parents avisés et pleins de sollicitudes, seront pris en charge par l'État-providence du berceau à la tombe, celui-ci assurant encore l'ultime prise en charge de leur fin dernière : ils doivent tout à l'État ; autrement dit, ils doivent tout à ceux qui, dans l'ordre privé, créent de la valeur ajoutée et payent à l'arrivée la note globale d'une vie entière consacrée à eux-mêmes.

Ce sont les plus redevables à la communauté nationale qui sont les plus ingrats, les plus oublieux, mais aussi les plus odieux, les plus acharnés contre ce pays qui leur a tout donné,

comme s'ils avaient honte de ne rien devoir à eux-mêmes, sauf à un bout de parchemin dévalué qu'on appelle diplôme, qui n'a de valeur que d'être un passe-droit comme marque d'allégeance au système. Ils devraient tout faire pour magnifier leur pays, faire en sorte qu'il soit plus beau, plus grand, plus noble, plus fort, après eux qu'avant eux. Eh bien, non, ils font tout le contraire. Ils n'ont que haine et mépris pour tout ce qui est Français, tout ce qui peut leur rappeler leur identité, leurs racines, leur histoire, la haine de tout ce qu'ils doivent à leur communauté d'origine. On remarquera qu'ils pratiquent, avec un art consommé, la haine de soi, une haine compulsive travestie en culte de l'Autre, camouflée le plus souvent dans un amour dérivatif de pure forme à l'égard, non de leur prochain, mais de leur lointain.

On remarquera, aussi, détail non négligeable, que s'ils détestent allègrement la France et l'idée qu'il puisse exister des Français de souche — l'idée même de cette conscience charnelle cristallise en eux cette haine de soi qui se traduit par des comportements collectifs aberrants, parfois hystériques —, cela ne les empêche pas de mener grand train aux dépens de l'objet de détestation (la France honnie qui paye), à la manière du parasite jaloux qui s'épanouit sur le corps de sa victime en le vidant de sa substance vitale.

La comparaison avec la domesticité s'impose et se vérifie. Les politiciens républicains ne sont pas à la hauteur de leurs ambitions avouées. Le costume des maîtres est trop grand pour eux ; dépourvus d'intelligence organisatrice et d'imagination créatrice, ils n'ont que de la médiocrité officielle à proposer, à imposer ; leurs ambitions ne sont que maladroites qu'ils font assumer au peuple ; ce qui ne les empêche pas de se croire importants et de profiter sans vergogne des sinécures et autres avantages que leur procure leur statut d'élus et/ou de fonctionnaires. En bref, ils se contentent de mener la vie de château, de piller le village et de vivre à son détriment. Leurs mœurs ancillaires ne les prédisposent pas à devenir des chefs ni des patrons, nous l'avons vu, mais plutôt à se soumettre d'instinct à un pouvoir supérieur et à lui servir de relais. Ils représentent, non le peuple français, mais en définitive les intérêts occultes de ce pouvoir supérieur qu'est le Nouvel Ordre Mondial, qui voit en eux d'authentiques valets mentalement prisonniers de leur esprit de servitude et de leurs mœurs de larbins obséquieux.

Au-delà même du politique, et bien que tout se ramène au politique, se posent les conditions futures de notre existence, de notre survie collective de Français. Comme ils se sont alliés jadis à la populace pour s'emparer du château, ils s'allient aujourd'hui avec les populations allogènes issues de l'immigration de peuplement pour assurer leur maintien au pouvoir et la pérennité de ce système républicain qui fait plus que les nourrir, qui les gave ; ils se posent en contempteurs de la foi catholique, mais trouvent dans l'islam meurtrier du génie à revendre. Au-delà du fait qu'elle n'est pour eux qu'une inépuisable vache-à-lait qu'il faut ménager pour en vivre grasement — encore une fois, ne pas tuer la poule aux œufs d'or ! —, ce que peut-être le devenir de la France et des Français est le dernier de leurs soucis.

Il est grand temps que le village se réveille, que les Français prennent conscience que ceux qui tiennent le château en leur nom les instrumentent malgré eux, détournent et utilisent leur délégation de pouvoir pour légitimer l'imposture républicaine et la perpétuer. Il est grand temps qu'ils prennent conscience que leurs prétendus représentants politiques se jouent d'eux et suscitent leurs divisions, qu'ils sont en train de dissoudre leur peuple, de le brouiller avec leur passé, de brouiller les Français avec eux-mêmes, de les dresser les uns contre les autres, au lieu de chercher à les rassembler par tout ce qui les unit, comme le firent durant des siècles nos rois de France alliés à l'Église catholique. En somme, rien de nouveau sous le soleil. Avouons que, décadente pour décadente, la noblesse d'Ancien Régime avait tout de même autrement plus de panache que ces républicains de basse extraction, de basse politique, de basse police, tout est bas chez eux, s'autoproclamant « représentants du peuple », alors qu'ils trahissent allègrement celui-ci, bafouant honteusement sa légitime et souveraine dignité.(2009)
